

# Togolais, breton et maire

Lors des dernières élections de mars 1989, Saint-Coulitz, un petit village de 354 habitants, s'est honoré en portant à la mairie, pour la première fois en France, un "immigré de la première génération", Kofi Yamgnane, d'origine togolaise, né il y a quarante-trois ans en pays Bassar (Nord-Togo), ancien élève des pères missionnaires, est ingénieur des mines. Marié à une Française originaire du Finistère-Sud, Kofi Yamgnane s'est installé en Bretagne à l'âge de vingt-quatre ans.

Naturalisé français, il vit à Saint-Coulitz depuis seize ans.

"L'événement" a frappé l'imagination de la presse, toutes les télévisions se sont bousculées dans le village breton le soir même de l'élection. *Le Télégramme de Brest*, *L'Express*, *L'Événement du jeudi*, *VSD*, mais aussi le quotidien algérien *El Moujahid* et l'hebdomadaire américain *Times* ont fait leurs choux gras de ce que certains ont pris pour un Clochemerle d'un genre nouveau. Malheureusement, beaucoup n'ont pas su éviter le pittoresque, le folklorique, l'anecdotique. Maintenant que l'actualité est retombée, après plusieurs mois passés à la mairie, nous avons demandé à Kofi Yamgnane ce qu'il pensait de la "France plurielle" : comment lui-même analysait son élection : quel rôle il pensait jouer à l'avenir, tant en Bretagne que dans le domaine de la coopération franco-africaine.

Un entretien  
de Philippe Dewitte  
avec Kofi Yamgnane,  
maire de Saint-Coulitz  
(Finistère-Sud),  
in n° 1131, avril 1990  
d'*Hommes &  
Migrations*

– **Votre élection a fait la une des journaux. Comment considérez-vous ce qui est devenu, bien malgré vous, un événement médiatique ?**

– Ici, à Saint-Coulitz, nous avons coutume de dire que mon élection à la mairie est un "non-événement", que tout cela est finalement parfaitement naturel. Je dois dire que nous sommes un peu dépassés par la tournure sensationnaliste de certains articles. Je suis gêné et un peu agacé par le côté pittoresque lié à cette élection, je ne voudrais pas devenir le "bon nègre de service". Mais je ne peux pas grand-chose contre cela, il me faut rester moi-même, travailler, prendre à cœur ma fonction et montrer que je suis un maire "comme un autre".

Ce qui est important dans cette affaire, c'est le symbole : que la France se soit pour la première fois donnée un maire, non pas noir, mais "immigré africain de la première génération". C'est ce symbole-là qui est important, mais point trop n'en faut... Il n'y a tout de même rien de sensationnel là-dedans. À mon avis, la venue d'Harlem Désir à Saint-Coulitz était sans doute le plus fort témoignage de sympathie que nous pouvions recevoir ici, et les choses auraient dû s'arrêter là. Mais alors, depuis il y a eu ce déferlement des médias...

– **Pensez-vous que votre élection puisse être considérée comme le signe avant-coureur d'une véritable cohabitation entre les commu-**

**nautés ou, au contraire, pensez-vous que le vote de Saint-Coulitz est un cas de figure unique, exceptionnel ?**

– Tout d’abord, je voudrais préciser qu’à mon avis le vote Front national, la tentation raciste, dans ce pays, restent des phénomènes marginaux. Cela existe, bien sûr, et il ne faut pas le minimiser, mais les gens tolérants, ouverts, pèsent finalement beaucoup plus lourd que ce que représente Le Pen.

Maintenant, vous me demandez si mon élection peut constituer un signe avant-coureur. C’est possible, je ne peux pas l’interpréter. Mais, en tout cas, je ne veux pas servir d’exemple, car une telle conjonction de paramètres est intervenue lors de mon élection, que je me demande si cela peut être renouvelable. Je suis au contraire un cas un peu particulier. Je ne crois pas être très différent des gens d’ici. On croit parfois que je dis cela par coquetterie, mais lorsque les paysans viennent ici me voir, ils n’ont pas besoin de parler, je comprends leurs problèmes. Quand il ne pleut pas, qu’on a semé des haricots, qu’on voudrait qu’ils poussent, ils n’ont pas besoin de le dire. Quand il pleut, qu’on veut moissonner, qu’on ne peut pas ; quand il a trop plu, qu’on ne peut pas ensiler le maïs, ça ce sont des choses qu’on ne dit pas, cela se sent. Moi, je suis un enfant de la terre et de ce point de vue, je n’ai rien de particulier par rapport aux gens d’ici. Je suis vraiment un fils de paysan, et ensuite j’ai suivi un cursus scolaire complètement banal par rapport aux Français. Ce qui est peu banal, évidemment, c’est que je sois allé à l’école, sortant d’un village de brousse ; j’habitais à 450 kilomètres de Lomé, à Bassar, dans un village perdu. Cela n’est pas peu banal, mais après, une fois que je suis entré à l’école, j’ai suivi des études tout à fait classiques. J’ai eu le bac mathélem, j’ai fait math-sup, puis je suis entré dans une grande école française : au total un parcours qui ne sort pas de l’image que les Français ont de l’ingénieur “moyen”. Tout cela conjugué fait que les gens se sentent complètement en phase avec quelqu’un qui a leur culture, qui parle leur langue, qui réfléchit comme eux. Je vais vous dire que je suis tellement bien « colonisé », que je ne réfléchis même plus dans ma langue maternelle. Je réfléchis en français et je traduis, je l’ai encore constaté lors de mon dernier séjour au Togo.

**– Précisément, pensez-vous que l’on aurait aussi bien accepté votre “différence” si vous aviez été, par exemple, musulman, ou si vous aviez été marié à une Togolaise ?**

– Certainement pas. C’est pour cela que je vous ai parlé, concernant mon élection, d’une conjonction de paramètres. Je suis marié à une Blanche, professeur de mathématiques, qui est une personnalité connue dans la région ; je suis ingénieur à la Direction départementale de l’Équipement de Quimper, cela pose son homme ! Lorsque les gens ont un problème de permis de construire ou de certificat d’urbanisme,

ils viennent me voir. J'aurais été balayeur ou étrieur de poulets dans l'usine voisine, c'est évident que je n'aurais pas été élu... J'habite ici depuis seize ans, je suis connu, je suis installé, j'ai construit une maison, j'ai du terrain, je cultive mon jardin, je discute avec les gens, j'ai un verger, j'enseigne comment on taille les arbres. Tout cela fait que je suis intégré. Mais je reste quand même noir. Quand je dis : *“Ce n'est pas en trempant le bâton dans le marigot un million de fois qu'il devient crocodile”*, c'est cela qu'il faut comprendre.

**– Pensez-vous d'autre part que la “bretonne”, la spécificité bretonne, a joué un rôle lors de votre élection. Est-ce que les Bretons, écartés du pouvoir central pendant des siècles, souvent eux-mêmes victimes de l'exclusion, seraient plus enclins à respecter les différences, à accepter l'Autre ?**

– Oui, je crois que cela a joué. Les Bretons sont un peuple très ouvert. Ce sont des marins, des gens qui voyagent beaucoup, qui sont allés très loin. L'association d'étrangers la plus active à Lomé, c'est l'association des Bretons, qui organise une fête où on mange des crêpes et où on écoute du folklore. Les Bretons ont beaucoup vu, beaucoup appris, ils ont intégré tout cela et ils acceptent volontiers des gens qui ne sont pas nés chez eux, mais qui ont bien voulu vivre comme eux. Cela aussi est un des paramètres qui a joué en faveur de mon élection.

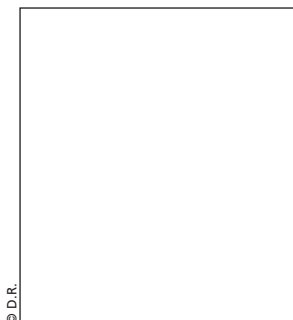
**– Le symbole concernant votre élection est là, bien tangible, mais il est vrai que dans ce pays, les problèmes les plus aigus de racisme concernent avant tout les Maghrébins, plus encore que les Africains noirs. Quelle est, d'après ce que vous constatez quotidiennement, la nature des rapports entre immigrés et Bretons ?**

– Il n'y a pas beaucoup de Maghrébins ici. Le fait que l'on soit de religion musulmane, pour revenir à votre question de tout à l'heure, cela compte beaucoup. Le fait que j'ai été élevé comme un chrétien – je suis allé à la messe tous les matins jusqu'à dix-huit ans, je sais servir la messe – facilite les choses. Voilà donc encore un autre paramètre. Le fait qu'on soit musulman, effectivement, est un handicap très sérieux. En Bretagne, on est très catholique, souvent très pratiquant, on baptise ses enfants, on se marie à l'église, etc. Il est vrai que les Maghrébins de la région constituent une petite communauté qui rencontre des problèmes. Mais je crois aussi que ce qui fausse les relations entre Français et Maghrébins, ce sont les séquelles de la guerre d'Algérie : on juge les gens sans les connaître.

Je crois qu'un Maghrébin, même musulman, intégré comme je le suis, faisant ce que je fais, aurait pu accéder aux fonctions que j'occupe. Cela dit, je crois que nous devons, nous, Français d'origine étrangère, faire également un effort d'intégration. Il le faut, on ne vient pas là pour coloniser,

donc, lorsqu'on s'installe chez les gens, on doit faire l'effort de les comprendre, de vivre comme eux, si on veut se faire accepter. Mais il y a aussi un minimum de la part de ceux qui nous reçoivent : il faut qu'ils comprennent que nous pouvons apporter quelque chose d'utile.

Par exemple, j'ai institué ici un "Conseil des sages". Même si je n'ai finalement pas vécu longtemps chez moi, le respect des vieux, qui appartient à ma culture d'origine, est ancré en moi. Quand au départ j'ai dit : *"Il faut que les personnes âgées participent plus à la vie municipale, nous devons davantage les écouter"*, on m'a ri au nez, on m'a répondu : *"Votre Conseil des sages, c'est un gadget"*. Mais je crois que les vieux sont la mémoire vivante de ce village, ils méritent qu'on les écoute. Bien sûr, nous sommes ici dans une civilisation écrite, mais il y a des choses qui, à la campagne, ne se transmettent qu'oralement. Je crois que maintenant, en voyant fonctionner le Conseil, les gens qui souriaient ont compris qu'ils sont passés à côté de quelque chose d'important et demandent à être associés aux travaux de cette assemblée. Le Conseil des sages comprend pour l'instant neuf personnes et fonctionne comme une commission extra-municipale, à la différence que les commissions extra-municipales, en général, ciblent des problèmes précis, tandis que le Conseil des sages a un droit de regard sur l'ensemble des questions qui intéressent la commune.



Kofi Yamgnane.

– Et ce "respect de la parole des vieux" constitue, à n'en pas douter, un apport de votre culture d'origine...

– C'est bien ce que je voulais dire. Nous avons quelque chose à apporter, il faut que les Français aussi l'acceptent.

– D'après tout ce que vous me dites, votre élection à Saint-Coulitz est le produit de plusieurs paramètres, dont la conjonction est suffisamment peu banale pour que l'on puisse en tirer des conclusions pour l'ensemble de la France. Pensez-vous cependant qu'un jour on verra une grande cité de la banlieue parisienne, lyonnaise ou marseillaise, dirigée par un maire "immigré de la première génération" ?

– Je crois que l'intégration se fera petit à petit. On ne peut pas s'opposer indéfiniment à la roue de l'histoire. Évidemment, tout dépend à quelle vitesse les choses se feront, et de quelle manière. Il faudra sans doute être patient. Mais il est vrai que le jour où un immigré de la première génération, d'Afrique du Nord par exemple, sera élu dans un faubourg lyonnais ou marseillais, là véritablement on pourra dire : *"Quelque chose a bougé en France"*. Je ne peux pas prédire quand cela se passera, mais je suis sûr que cela va se passer. L'apport des immigrés est tel dans ce pays, que la France ne peut pas éternellement négliger

cela. Le couscous est devenu un plat national, on entend partout le jazz et le reggae : on ne peut pas intégrer continûment des éléments culturels et refuser les hommes qui les apportent.

**– Pour l’instant nous parlons de maires issus de l’immigration et de nationalité française. Mais pensez-vous qu’il faille accorder le droit de vote aux immigrés – aux étrangers – lors des consultations locales ?**

– Évidemment ce serait une bonne chose que les immigrés participent à la vie de la cité. Ils y vivent, ils y rencontrent les mêmes problèmes, ils partagent les mêmes joies ; dès lors, pourquoi, s’agissant des décisions concernant la vie de la cité, donc les concernant, seraient-ils exclus ? Dans le principe, cela paraît simple. Mais en réalité, c’est très compliqué car juridiquement les étrangers n’ont pas le droit d’élire un parlementaire français. Or, vous savez que les sénateurs sont élus par ceux qu’on appelle les grands électeurs, issus notamment des conseils municipaux. Par ce biais, on autoriserait ce qui est légalement interdit... alors vous voyez l’imbroglio ? Cela nous amène tout droit à une révision préalable de la Constitution française... lourd... long ! En attendant, on peut trouver des solutions intermédiaires : créer des espaces de débat démocratique dans la cité par le biais des commissions extra-municipales où rien n’interdit à un étranger de siéger. C’est une affaire de volonté politique.

**– Pensez-vous avoir un rôle à jouer, un rôle – même modeste – d’ambassadeur, auprès des Français tentés par le rejet xénophobe ?**

– Cela serait trop lourd pour moi. Je ne suis que le maire d’une petite commune rurale, il ne faut pas non plus surestimer l’importance de mon élection. Je vais vous raconter une histoire. Quand j’ai été élu, deux jours plus tard, ma fille m’envoie faire une course à Châteaulin, la petite ville d’à côté. Sur un parking, quatre personnes m’entourent : trois Turcs et un Marocain, ouvriers chez Doux, le premier abattoir de poulets d’Europe : on y étripé un million et demi de poulets par jour ! Et on vend tous ces poulets principalement au Moyen-Orient, toutes les chaînes d’abattage ont été montées de telle sorte que les bêtes soient tuées avec la tête tournée vers La Mecque. La plupart des ouvriers qui travaillent là sont des immigrés, principalement turcs et pakistanais, et sont très mal intégrés. Eh bien, quatre d’entre eux, sur ce parking, m’ont seulement glissé un mot : *“Monsieur Kofi, grâce à vous, maintenant nous, on marche la tête haute dans Châteaulin !”*. Encore une fois, je crois que mon élection a valeur de symbole, et ce rôle-là est sans doute plus à ma portée que celui d’ambassadeur.

**– Toujours à propos d’ambassadeur, pensez-vous servir de lien entre votre pays d’origine et votre pays d’adoption ? Ne pensez-vous pas**

## **que votre position nouvelle est l'occasion d'instaurer une véritable coopération entre Français et Africains ?**

– En 1983, j'ai mis sur pied avec ma femme, professeur au lycée de Châteaulin, ce que l'on appelle un Projet d'action éducative (PAE), c'est-à-dire un travail collectif à vocation pédagogique, pris en charge par une classe tout entière. Ce projet avait pour cadre le Togo, plus spécialement la région Bassar, et plus précisément encore un village proche de mon village natal, où je savais qu'il y avait des problèmes de santé très graves. Les gens avaient une maladie que l'on appelle le ver de Guinée, c'est un ver que l'on absorbe sous forme de larve dans l'eau saumâtre des marigots et qui ressort ensuite à travers la peau. Économiquement c'était devenu invivable, car six mois de l'année la moitié de la population était alitée. J'ai donc souhaité leur apporter de l'eau propre, pour cela il fallait faire des puits. Nous avons décidé de faire des forages dans les villages et, depuis 1983, ce PAE est repris de lycée en lycée dans tout le Finistère. De 1983 à 1989, nous avons ainsi permis la construction de trente et un puits dans tout le canton concerné par le ver de Guinée. En 1989, je suis allé dans le village, où l'on me considère véritablement comme un dieu : il n'y a plus un seul cas de ver de Guinée depuis deux ans !

Quelquefois je me dis qu'un ingénieur de haut niveau aurait été plus utile au Togo qu'en France. C'est vrai que cela me dérange, parfois cela me travaille. Dans les moments de doute je me dis que j'aurais pu rendre plus de services là-bas qu'ici. Et puis quand je vois que, même en étant ici, je peux faire quelque chose pour le Togo, cela me rassérène un peu.

Un autre exemple : je suis en train en ce moment de rédiger un mémorandum qui s'appelle : "Projet d'implantation d'un centre d'allaitement et d'expansion de la vache 'Pis-noir' bretonne dans le Nord-Togo". Car les gens du Togo manquent de lait et la vache "Pis-noir" est un animal rustique, qui se contente de peu et qui donne beaucoup de lait et de viande. Mais elle ne donne plus assez de lait ici : compte tenu des grands rendements que l'on demande aux paysans bretons, ces derniers élèvent tous désormais de la "Hollstein" qui donne beaucoup plus de lait que la "Pis-noir". La conséquence est que cette vache a été abandonnée, c'est une race en voie de disparition. Il y a un centre à Plouguernevel, près d'ici, qui essaie de maintenir les semences en congélation. J'ai l'intention, avec l'aide des Conseils généraux et du Conseil régional de Bretagne, de relancer, d'implanter cette vache en Afrique, pour que la race ne soit pas perdue, d'une part, et, d'autre part, pour donner du lait et de la viande aux Togolais.

Alors, il est vrai que si j'ai un rôle à jouer, je le vois plutôt comme intermédiaire d'une coopération locale entre Français et Africains, que comme "ambassadeur" auprès des Français tentés par la xénophobie. Dans ce domaine, je me sens complètement investi d'une mission et comme je peux faire quelque chose, je le ferai. ◀

*Propos recueillis par Philippe Dewitte*